



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2826
30 septembre 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Inflation, salaires à la traîne...

Non aux sacrifices imposés par le gouvernement et le grand patronat!



Débrayage pour les salaires à PSA - Rennes, le 27 septembre.

Retraites

**Les attaques,
ça suffit!**

Page 3

Italie

**Meloni, nouvelle
tête de la réaction**

Page 10

Éducation

**Moins de moyens,
moins d'enseignants**

Pages 4 et 5

Leur société

- Réforme des retraites : 49-3 ou pas, on n'en veut pas ! 3
- Budget de la Sécurité sociale : dégâts en vue 3
- Budget 2023 : protecteur... pour le patronat 4
- Loyers et APL : aides insuffisantes, salaires aussi 4
- Péages : le racket autoroutier 4
- Écoles : de moins en moins gratuites 4
- Éducation : moins d'enseignants, pas mieux payés 5
- Rectorat de Versailles : le fait du prince 5
- Cité scolaire Jean Renoir Bondy : unis contre les coups bas 5
- Marseille : des mineurs isolés expulsés de leur logement 6
- Mortalité des nourrissons en hausse 6
- Augmentation des prix : de quel bois on se chauffe ? 6
- Mayotte : les élus emboîtent le pas à Darmanin 7
- TotalEnergies : cachez ces profits... 7

Dans le monde

- Guerre en Ukraine : ni Poutine, ni Zelensky le protégé de Biden-Macron 8
- Faim dans le monde : le système capitaliste responsable 8
- Russie : réactions face au décret de mobilisation 9
- Union européenne : les déserteurs russes ne sont pas bienvenus 9
- Italie : Meloni, la nouvelle tête de la réaction 10
- Brésil : le match Lula-Bolsonaro 11
- Liban : le naufrage d'un bateau et celui d'un pays 11
- Milliardaire : riche malgré lui 11
- Iran : la révolte de la jeunesse 16
- Marches pour le climat : il faut changer cette société 16

Dans les entreprises

- PSA-Stellantis : débrayages sur les salaires 12-13
- Carrefour : grève pour les salaires 13
- Centre d'Action sociale Paris 13
- Hôpital Saint-Girons 14
- Ehpad Les Pervenches - Caen 14
- Sanofi - Aramon 15
- ExxonMobil - Port-Jérôme 15

Agenda

- Meeting à Paris le 8 octobre 3
- Fêtes régionales de Lutte ouvrière 3

Nos lecteurs écrivent

- Coût du chauffage 6
- Secours Populaire Français 7

Non aux sacrifices imposés par le grand patronat et le gouvernement !

Jeudi 29 septembre, plusieurs syndicats, la CGT, la FSU et Solidaires, ont appelé à faire grève et à manifester pour les salaires. Et c'est en effet la question qui s'impose, que ce soit dans le privé ou dans le public puisque nulle part les salaires n'ont suivi la flambée des prix.

Dans certaines entreprises, les travailleurs n'ont d'ailleurs pas attendu cette date pour discuter, s'organiser, débrayer, et parfois se lancer dans la grève. Ces dernières semaines, ces mouvements se sont multipliés à Carrefour, Arkema, TotalEnergies, PSA-Stellantis, GRDF, dans les aéroports ou encore dans certains Ehpads...

Tous ceux qui protestent ont raison : les salaires doivent être indexés sur les prix ! Depuis des mois, la hausse des prix lamine le pouvoir d'achat : alimentation, carburants, gaz, électricité, etc. Et cela pèse d'abord sur les plus bas salaires, bloqués déjà depuis des années.

En encourageant le patronat à verser une prime inflation, Macron reconnaît que la situation est intenable pour des millions de salariés. Mais il n'obligera jamais le patronat ni à verser une prime un tant soit peu conséquente, ni à augmenter les salaires, alors même que les caisses des plus grands groupes sont pleines.

La Première ministre, Borne, a reconnu l'existence des profiteurs de crise : « *Nous ne sommes pas dupes. Certains font artificiellement monter les prix. Nous agissons contre la spéculation sur les prix de l'énergie.* »

Les mystérieux spéculateurs se trouvent parmi les trusts de l'énergie, les Engie, ENI ou encore TotalEnergies, dont les services financiers sont spécialisés dans les opérations spéculatives. Que fait le gouvernement pour les contrôler et les empêcher de nuire ? Rien ! Il renâcle même à évoquer des « superprofits » alors qu'il est de notoriété publique que les profits de ces groupes ont doublé, triplé parfois.

Le bouclier tarifaire sert plus à dissimuler les milliards de profits des groupes de l'énergie qu'à protéger le niveau de vie des classes populaires. Si nous attendons des solutions du gouvernement, nous n'aurons droit qu'à des aumônes, des factures différées et un appauvrissement étalé dans le temps.

Ne laissons pas le gouvernement et le patronat

nous faire les poches ! À nous d'en discuter, de fixer nos revendications et de nous mettre, partout, en ordre de marche pour les arracher.

C'est d'autant plus important qu'il faut aussi montrer notre opposition à la réforme des retraites que le gouvernement veut imposer, peut-être dans les prochaines semaines.

Pendant la campagne présidentielle, Macron avait annoncé vouloir reporter l'âge de départ à 64 ou 65 ans. L'argument était connu : nous vivons plus vieux, et les caisses de retraite vont être en déficit... Mais les comptes des retraites étant actuellement excédentaires, l'argumentaire de l'urgence tombe à l'eau. Alors, maintenant, Macron explique que l'État a besoin d'argent pour l'école, la police, le logement et la transition énergétique.

Autrement dit, que les travailleurs payent ce que la grande bourgeoisie ne veut pas payer ! Les choses ne peuvent pas être plus claires : le gouvernement veut que nous sacrifions notre retraite et notre pouvoir d'achat pour que les capitalistes continuent de s'enrichir.

La liste des sacrifices que dirigeants et possédants exigent de nous ne fait que s'allonger. À cause de la crise énergétique, nous devrions accepter d'avoir froid cet hiver, accepter le chômage partiel, l'amputation des payes et l'obligation de télétravailler.

Les menaces qui nous guettent vont bien au-delà des questions de salaire ou de retraite. Elles sont aussi d'ordre politique car la guerre est à nos portes. L'escalade à laquelle nous assistons ne s'explique pas seulement par les rodomontades de Poutine. Elle résulte de l'intensification de l'effort de guerre américain et occidental qui fournit plus d'argent, plus de matériel et plus d'instructeurs pour mener la guerre.

Les capitalistes, leur ordre social et leurs politiciens nous ont plongés dans la catastrophe, le chaos économique et la guerre. Il n'y a pas de raison de se sacrifier pour un système aussi fou. Il faut se préparer à contester leur politique et leur pouvoir. Et cela commence par s'opposer pied à pied à tous les reculs qu'ils veulent nous imposer aujourd'hui.

Nathalie Arthaud



Réforme des retraites : 49-3 ou pas, on n'en veut pas !

« Nous voulons revaloriser les petites pensions et décaler progressivement l'âge effectif de départ, en tenant compte des carrières longues et de la pénibilité. » Ainsi la Première ministre a-t-elle résumé le projet du gouvernement d'attaquer à nouveau sur les retraites.

Une polémique s'est ouverte sur la méthode. L'attaque va-t-elle passer par un vote des parlementaires, après un semblant de négociations autour du tapis vert, ou par l'usage de l'article 49-3 ? François Bayrou, l'allié du président, s'en montrerait fâché, et Laurent Berger, de la CFDT, frustré.

Mais le résultat serait le même pour les travailleurs. Sur le contenu de l'attaque, rien n'est pour l'instant vraiment précisé, mais le recul de l'âge légal de départ ou l'augmentation du nombre de trimestres nécessaire pour avoir droit au taux plein, ou même les deux, sont clairement

évoqués. Les « experts » du CSR, le Conseil de suivi des retraites auprès du gouvernement, l'ont même avoué dans leur récent rapport, « aucun des scénarios ne peut être indolore pour l'ensemble de la population ». Ils ajoutent même que « compte tenu de la révision récente des projections d'espérance de vie, toute hausse de l'âge de la retraite au-delà de celle qui est déjà prévue tirerait de nouveau à la baisse la durée de la retraite, a fortiori si les gains d'espérance de vie devaient être encore plus réduits ».

Il n'empêche. Du côté du ministre des Finances, « il faut faire vite », et pour le

président du Medef, même si elle n'est pas de toute première urgence, la réforme est indispensable : « On a besoin de travailler plus longtemps », affirme-t-il sans le moindre argument.

Pourquoi, indispensable ? Les dernières conclusions du Conseil d'orientation des retraites assurent que le système des retraites est à l'équilibre, contrairement à ce que répétaient en boucle le gouvernement et le patronat pour répondre aux manifestants de l'hiver 2019-2020. Les attaques qui se succèdent depuis 1993 ont déjà réduit le niveau de vie des retraités, par l'indexation des pensions sur l'inflation officielle et non sur les salaires. Elles ont en moins de vingt ans fait reculer l'âge moyen de départ réel de 60,5 ans à plus de 62 ans. Elles ont de ce fait réduit la durée de vie à



Le 16 janvier 2020, à Paris.

la retraite et le montant des pensions, puisque, au chômage ou en invalidité, les travailleurs âgés cumulent moins de droits.

Alors, pourquoi remettre sur le tapis ce nouvel épisode d'une attaque antiouvrière ? Parce que Macron s'y est engagé pendant sa campagne, comme l'affirme servilement Bruno Le Maire ? Les prétextes allégués jusque-là paraissant moins convaincants, l'objectif avancé pour justifier une réforme des retraites consisterait à dégager de l'argent public pour des dépenses

de transition énergétique ou des dépenses sociales. Le budget devra être disponible pour augmenter les dépenses d'armement, de police, voire pour compenser les aides aux grandes entreprises sous forme de dégrèvements de taxes et d'impôts.

Quels que soient les arguments employés, quelle que soit la méthode pour la faire passer, cette réforme des retraites est une attaque inacceptable contre le monde du travail. Elle doit être rejetée.

Viviane Lafont

Budget de la Sécurité sociale : dégâts en vue

En même temps que le projet de budget de l'État pour 2023, le gouvernement a aussi présenté son projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).



Pour l'Assurance maladie, le PLFSS ne promet rien moins que « répondre à tous les enjeux de santé des Français ». Des mesures phares sont annoncées. Cela va du « mieux financer les modes d'accueil du jeune enfant » jusqu'à « construire la société du bien vieillir chez soi », en passant par « améliorer l'accès à la santé » et « renforcer le virage préventif ».

Mais, derrière ces rodomontades habituelles,

survient la non moins habituelle menace, la cinquième mesure phare prévue pour 2023 étant de « lutter contre la fraude sociale ». Ainsi, parmi la longue liste des moyens de « détection des fraudes », les arrêts de travail prescrits par téléconsultation ne pourront plus être remboursés que s'ils ont été prescrits par le médecin traitant ou un médecin vu au cours des 12 derniers mois. Et comment feront les plus de

5 millions de personnes qui, dans un pays où les déserts médicaux s'étendent, n'ont pas ou ne peuvent même plus consulter de médecin traitant ?

Comme chaque année, l'établissement du budget de la Sécurité sociale et notamment de l'Assurance maladie se traduit par une diminution de l'accès des plus pauvres aux soins et entraînera donc une détérioration de leur santé.

Sophie Gargan

AGENDA

Renverser le capitalisme, une nécessité !

Meeting à Paris

Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Samedi 8 octobre à 15 heures

À la Maison de la Mutualité,
24, rue Saint-Victor – Paris 5^e
Métro : Maubert-Mutualité – entrée libre

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Bourges

Samedi 1^{er} octobre
de 14 h à minuit
Les Rives d'Auron
(près de la Médiathèque)

Lille

Samedi 1^{er} octobre
de 15 h à minuit
à Villeneuve-d'Ascq
Cousinerie, rue Carpeaux

Orléans

Samedi 8 octobre
de 14 h à minuit

à Fleury-les-Aubrais
Salle des Bicharderies
(ZA des Bicharderies)

Rennes

Samedi 8 octobre
de 15 h à minuit
Carrefour 18
(Métro Henri-Fréville)

Strasbourg

Samedi 8 octobre
à partir de 15h30
Centre social et culturel de
Hautepierre-le-Galet
4 avenue Tolstoï

Grenoble

Samedi 15 octobre
à partir de 14 h 30
Salle des fêtes d'Échirrolles
21 avenue du 8-Mai-1945

Besançon

Samedi 15 octobre
de 15 heures à minuit
Salle de la Malcombe

Tours

Samedi 15 octobre
de 14 h 30 à minuit
Salle des fêtes
de Saint-Pierre-des-Corps

Budget 2023 : protecteur... pour le patronat

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a affirmé que son gouvernement abandonnait la politique du « quoi qu'il en coûte ». Mais les milliards vont continuer à affluer dans les coffres des grandes entreprises sous forme de subventions et cadeaux divers.

« Ce n'est pas un budget de rigueur, ce n'est pas un budget de facilité, c'est un budget responsable et protecteur dans des temps de grandes incertitudes », a déclaré Le Maire, le 26 septembre. Le Medef a aussitôt critiqué son « manque d'ambition en matière de baisse des dépenses publiques », ajoutant que « la France continue de vivre au-dessus de ses moyens ». Comme à l'accoutumée, les représentants du grand patronat pleurent la bouche pleine pendant que le gouvernement joue la comédie d'une prétendue défense des plus démunis.

Du côté des dépenses, si 11 000 postes de fonctionnaires doivent être créés, le nombre d'enseignants, lui, doit diminuer de 1 985 postes, alors que leur manque est partout dénoncé. Le budget prévoit en revanche 3 100 postes supplémentaires en 2023 pour le ministère de l'Intérieur qui enregistre ainsi la plus forte hausse de ses effectifs.

L'autre ministère gagnant est celui de la Défense. Son budget s'élèverait à 43,9 milliards, soit une augmentation de 3 milliards en 2023. « Un effort financier majeur pour

permettre aux armées de s'adapter à un contexte international stratégique dégradé et incertain », a précisé le ministère. L'armée française devrait ainsi recevoir cette année, entre autres, treize nouveaux Rafale, son second sous-marin nucléaire et dix-huit chars Leclerc renouvelés. Ces achats, et d'autres, promettent donc de bien protéger les profits des industriels de la guerre, tels que Dassault, Thales ou le groupe MBDA, le deuxième producteur mondial de missiles.

Le bouclier tarifaire contre les prix de l'énergie, qui représenterait une dépense de 45 milliards d'euros, continuera de bénéficier essentiellement aux grandes entreprises. La dette de l'État, dont l'augmentation justifie depuis des décennies les sacrifices



imposés aux classes populaires, rapportera encore gros aux organismes financiers à qui l'État doit emprunter. La charge financière s'élèverait en effet à 51,7 milliards, le montant le plus élevé des cinq dernières années. Un peu moins que le budget de l'année 2022 de l'Éducation nationale, 56,5 milliards d'euros.

Côté recettes, la TVA, l'impôt le plus injuste car il pèse « à égalité » sur le smicard et sur le milliardaire, reste celui qui rapporte le plus. Les prétendues baisses d'impôts

mises en avant par le gouvernement bénéficieront, en 2023 comme en 2022, aux grandes entreprises : allègement en 2023 de 4 milliards de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), cet impôt dit de production qui doit même disparaître en 2024, baisse de l'impôt sur les sociétés de 3,7 milliards d'euros, pour ne donner que quelques exemples.

Ce budget ne servira que le grand patronat qui n'en attend pas moins de cet État entièrement dévoués à ses intérêts.

Aline Retesse

Loyers et APL : aides insuffisantes, salaires aussi

À l'occasion du congrès des organismes HLM prévu du 27 au 29 septembre, un rapport de l'Union sociale pour l'habitat, qui regroupe tous ces organismes, souligne la chute des aides au logement.

Alors que les loyers et les charges locatives n'ont cessé d'augmenter, dans le privé comme dans le public, l'APL, l'aide personnalisée au logement, qui concerne 13 millions de personnes, a diminué. Non seulement, il y a cinq ans, le gouvernement l'a baissée de cinq euros pour tous, mais le mode de calcul en a été modifié. Par ailleurs, l'APL étant calculée en fonction des revenus du demandeur et du montant de son loyer, le plafond du loyer pris en compte a été désindexé. De ce fait, aujourd'hui 60% des locataires en HLM ont un loyer qui se retrouve au-dessus de ce loyer plafond et dans le secteur du logement privé ils sont 92%. Enfin, le seuil d'exclusion de l'APL, c'est-à-dire le salaire à partir duquel on n'a plus droit à cette aide, n'a pas du tout évolué avec l'inflation. Il se retrouve désormais en dessous du smic. Suivant les régions, il est de 1 150 à 1 270 euros par mois.

Les organismes HLM dénoncent la baisse de cette aide de l'État qui représente une part de leur financement, et lui demandent de la réévaluer car ils voient qu'avec la paupérisation croissante leurs locataires ne pourront plus payer. Mais si les travailleurs ne peuvent plus payer leur loyer, c'est d'abord parce que les salaires sont beaucoup trop bas et que beaucoup vivent régulièrement des périodes de chômage.

Ces aides au logement sont vitales pour ne pas se retrouver à la rue, mais elles permettent aussi au grand patronat de comprimer les salaires et de licencier en laissant à l'État la responsabilité de gérer les dégâts. Au moment où ce même grand patronat réclame toujours plus de subventions pour maintenir et même accroître ses profits, l'État serre les cordons de la bourse pour les locataires.

Pierre Royan

Péages : le racket autoroutier

Les opérateurs d'autoroutes, les groupes Eiffage, Vinci et Abertis, ont annoncé qu'en février ils allaient augmenter les tarifs des péages d'au moins de 8%.

Pour ces sociétés, l'inflation touchant les matériaux d'entretien des routes explique cette hausse qu'elles prétendent répercuter, « contraintes et forcées », sur les usagers. De qui se moquent-elles ?

La grande majorité des autoroutes ont été construites par l'État, avec l'argent des contribuables. Elles sont amorties de longue date et leur utilisation devrait être gratuite.

C'est la gauche, sous Jospin, qui a commencé à privatiser celles du sud de la France. Puis Villepin, en 2006, a terminé le travail en offrant un pont d'or à des promoteurs. Depuis, la part consacrée à l'entretien du réseau est minime par rapport à leurs profits et ne justifie en rien cette augmentation faramineuse.

Depuis des années, les sociétés d'autoroute dégagent près de 70% de marge brute. Elles consacrent très peu d'argent à l'entretien du réseau mais palpent un maximum d'argent aux dépens des usagers. Le gouvernement, représenté par Elisabeth

Borne, a feint de s'alarmer, prétendant limiter la hausse à 5%, mais les sociétés autoroutières demandent en échange que la durée des concessions soit allongée.

Ces sociétés n'ont qu'une peur : que l'État les empêche de continuer de traire la vache à lait ! Pourtant, celui-ci est tout prêt à se coucher devant elles, à accepter l'augmentation des péages et même à le faire pour des siècles. Il ne reste qu'à faire comme en 1789, mettre fin aux péages en s'en prenant aux aristocrates et aux spéculateurs !

Aline Urbain

Écoles : de moins en moins gratuites

En cette rentrée où le prix du matériel scolaire a déjà augmenté de façon choquante, de nombreux établissements scolaires demandent aux parents de fournir eux-mêmes le papier utilisé pour les photocopies.

Les témoignages dans la presse et sur les réseaux sociaux se sont multipliés, venant de parents d'élèves d'écoles maternelles,

primaires et secondaires, sur l'ensemble du territoire. Un collège de Gironde a ainsi précisé : « Il est demandé aux familles d'ajouter sur la liste des fournitures une ramette de papier 80 g, correspondant à l'ensemble des photocopies qui seront remises aux élèves au 1^{er} trimestre. »

Les directions d'établissements qui ont cherché à se justifier expliquent

qu'elles n'ont pas anticipé dans le budget la hausse du prix du papier, ou qu'elles ne parviennent pas à trouver un fournisseur. Mais ces mesures sont symptomatiques de la façon dont l'État et les collectivités territoriales cherchent à grignoter sur les moyens. Vaut-il demander bientôt aux parents de payer le chauffage des classes ?

Thomas Baumer

Éducation : moins d'enseignants, pas mieux payés

Le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, s'est félicité en déclarant que « le budget de l'éducation et de la jeunesse pour 2023 connaît une augmentation inédite de 6,5 % ». Mais le personnel de l'Éducation nationale, les élèves et leurs parents n'ont aucune raison de partager cet enthousiasme.

Tout d'abord, cette aug-

mentation correspond en fait à l'inflation constatée depuis un an. Et si le gouvernement annonce le recrutement supplémentaire de 4 000 accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), cela ne comblera absolument pas leur manque criant. 400 000 enfants élèves en situation de handicap sont scolarisés pour

125 000 AESH. Et rien n'est prévu pour mettre fin à leur situation précaire : à temps partiel souvent imposé, les AESH, majoritairement des femmes, ne touchent en général que 900 euros par mois.

Concernant les enseignants, le budget 2023 prévoit près de 2 000 suppressions de postes pour la rentrée prochaine, alors que

le gouvernement prétend qu'il a du mal à recruter!

Les besoins sont criants, particulièrement dans les quartiers populaires, mais la consigne première des rectorats est de supprimer des classes pour en surcharger d'autres.

Concernant la revalorisation du salaire des enseignants, elle est loin des

6,5%. Le point d'indice a été revalorisé de 3,5% en juillet. Et si le gouvernement annonce une progression des rémunérations de 935 millions d'euros, il souhaite en conditionner au moins une partie à l'acceptation de nouvelles tâches. Bref, travailler plus pour gagner au mieux la même chose.

Christian Bernac

Rectorat de Versailles : le fait du prince

Jeudi 22 septembre, le rectorat de Versailles a signifié au militant de Sud-Éducation Kai Terada sa mutation dans un autre établissement que celui où il était en poste depuis seize ans.

À la veille de la rentrée, il avait déjà été suspendu pour quatre mois, sans motif.

Pour éviter toute contestation et surtout tout recours, le ministère de l'Éducation nationale ose prétendre que ni la suspension provisoire ni la mutation d'office dans un autre établissement ne sont des sanctions. Elles seraient décidées « dans l'intérêt du service » et pour rétablir la sérénité. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Depuis le début de l'année, des professeurs de son lycée font grève pour exiger le maintien de cet enseignant dans l'établissement.

Mercredi 21 septembre, deux cents manifestants

dont une cinquantaine de Joliot-Curie se sont rassemblés à côté du ministère où Kai Terada était reçu. Des représentants de partis politiques et des syndicats, dont Nathalie Arthaud, étaient également présents. Mais ni les représentants du rectorat, ni ceux du ministère n'ont daigné donner de motifs à cette sanction qui ne dit pas son nom. Quant au dossier administratif du militant attaqué, il est totalement vierge. La lettre de la rectrice annonçant la mutation est à ce titre particulièrement hypocrite et insidieuse puisqu'elle prétend que « le nom de Monsieur Kai Terada revient comme

participant activement, en dehors des instances du dialogue social de l'établissement ainsi que de l'exercice normal d'une activité syndicale, à la dégradation du climat au sein de la communauté éducative. » Elle ajoute cependant que cela ne constitue pas une faute. Être militant syndical et actif dans la défense des élèves sans papiers est le seul reproche que peut faire l'administration à Kai Terada mais, cela, elle ne peut pas l'écrire.

Cette sanction, comme l'a rappelé Kai Terada lors du rassemblement, s'ajoute à une liste déjà longue de personnes mutées, de Melle à Rennes en passant par Saint-Denis, le ministère use et abuse de ces procédures pour casser les équipes militantes. Et ceux qui espéraient que le changement de ministre allait mettre fin à cette politique répressive doivent aujourd'hui déchanter.

En tout cas, cela n'a pas fait taire les salles des professeurs. Dès vendredi 23 septembre, des débrayages ont eu lieu dans quelques lycées, à Paris et en Seine-Saint-Denis. Au lycée Voltaire à Paris, 23 enseignants sur 53 ont voté la grève. Le même jour, des enseignants du lycée voisin Dorian les rejoignaient dans la grève et appelaient à une nouvelle assemblée lundi 26 à 8 heures. Une quinzaine d'enseignants votaient alors la grève pour la journée pour exiger la réintégration de Kai Terada dans son poste.

Nombre d'enseignants sont indignés et conscients qu'en s'attaquant à Kai, le ministère veut casser toute protestation. Ce n'est visiblement pas gagné.

Aline Urbain



Cité scolaire Jean-Renoir Bondy : unis contre les coups bas

Profitant de l'été, le rectorat a fait augmenter dans beaucoup de lycées les effectifs des classes technologiques de STMG. Les élèves de ces classes ont pourtant particulièrement besoin d'attention et d'encadrement.

Le prétexte? Un prétendu afflux inattendu dans cette filière. Il est vrai que l'Éducation nationale n'anticipe plus rien et se laisse surprendre facilement. Et comme il n'existe plus aucune marge de manœuvre pour surmonter les imprévus, sa seule solution est d'entasser un peu plus les élèves.

Au lycée Jean-Renoir de Bondy, les enseignants n'ont pas accepté de voir les classes passer de 24 à 30 élèves. Ils savent bien que, sans résister de leur part, ce sera 35 l'an prochain. D'autant plus que, cette limite à 24, ils ont déjà plusieurs fois été contraints de la défendre!

Dès la rentrée, deux journées de grève ont permis d'organiser une réunion destinée à informer les parents d'élèves. Ceux-ci ont souhaité s'associer à la protestation en n'envoyant pas leurs enfants en cours. Le mardi suivant, un tiers des élèves manquaient à l'appel! Le succès de cette journée blanche a encouragé 75% des enseignants à refaire grève et à aller faire du bruit devant le rectorat.

Autant le ministère est avare en moyens et heures d'enseignement, autant

l'administration du rectorat brille par son bureaucratisme. Sa seule réponse a été de faire remplir un formulaire de prise de contact. En guise d'adresse mail, les manifestants ont écrit « On est en bas! »

Il aura fallu une nouvelle journée de grève et un voyage au rectorat pour obtenir finalement un refus. Dans son étrange langage, cela s'appelle un arbitrage négatif.

Les grévistes, doutant de leur capacité à continuer, renoncent à obtenir la cinquième classe qui maintiendrait pour cette année les effectifs à 24. Mais ils sont fiers d'avoir réussi à se mobiliser avec force et unité, d'avoir résisté et posé des jalons pour la suite, avant de manifester ensemble dans le cortège interprofessionnel du 29 septembre. Ils sont fiers aussi d'avoir suscité des discussions dans bien d'autres établissements où les STMG sont déjà à 35 depuis longtemps. Ils savent que la question des effectifs croissants ne se réglera vraiment que quand la colère fera tache d'huile.

Correspondant LO



Le 21 septembre, près du ministère de l'Éducation nationale.

Marseille : des mineurs isolés expulsés de leur logement

À Marseille, une cinquantaine de jeunes originaires pour la plupart d'Afrique, aidés d'associations d'aide aux migrants, occupaient et autogéraient deux bâtiments au milieu de la Canebière.

Ces jeunes, qui sont pour la plupart scolarisés, ne gênaient en rien l'ordre public, au contraire. Les immeubles en question, propriétés de l'État, devaient dans un avenir plus que lointain devenir des bureaux.

Mercredi 21 septembre, des CRS ont très rapidement fait évacuer ces jeunes, dont certains se sont installés dans un kiosque situé en haut de la Canebière. Pour justifier cette évacuation forcée, les autorités contestent arbitrairement le fait que ces jeunes soient mineurs. En effet, cela obligerait les services de l'État à les prendre en charge et à les suivre.

Même la Chambre régionale des comptes juge la politique des autorités

vis-à-vis de l'enfance largement défaillante à Marseille. L'avocate, membre de la commission spécifique Mineurs non accompagnés a rappelé que le département ne respectait pas ses obligations légales, et ainsi négligeait « d'engager des démarches afin de reconstituer les états civils des mineurs ». Le collectif qui défend ces jeunes précise que « la minorité est contestée de manière expéditive ».

Alors que le ministre de la Solidarité s'apprêtait à déjeuner au restaurant d'insertion Le République, certains de ces jeunes l'ont interpellé et lui ont lu une lettre sur leur situation. Ils attendent d'être pris en charge pour que leur minorité soit reconnue et qu'ils puissent être régularisés.



GEORGES ROBERT MAXPPP.

Mais si le ministre a fait convoquer une réunion en préfecture en présence des différentes collectivités (ville et département), de neuf jeunes et d'un avocat du Syndicat des avocats de France (SAF), la réponse, elle, semble s'être enlisée entre les différentes

instances. Tous ces jeunes sont scolarisés et réclament des solutions d'hébergement décentes. Quelle urgence y avait-il à les déloger alors que la rentrée des classes vient d'avoir lieu ?

Pour l'instant, ils sont une trentaine à camper dans la rue, en haut de la

Canebière, soutenus par des associations et par les riverains qui leur apportent à manger. La mairie se défait sur le département qui renvoie la balle à la préfecture. Un jeu de dupes qui se joue avec l'avenir de ces jeunes.

Correspondant LO

Nourrissons : mortalité en hausse

Santé publique France vient de publier un rapport qui montre une augmentation de la mortalité des nourrissons sur une décennie.

Le taux de mortalité néonatale (le nombre de décès avant l'âge d'un mois pour 1 000 naissances) est passé en France de 1,6 en 2010 à 2 en 2019, soit une augmentation de 25%.

L'évolution de cet indicateur de santé publique est en grande partie le reflet de l'accroissement de la

pauvreté. Ainsi, en Outremer, il est le double de celui de la Métropole.

Même en France la situation se dégrade. En région Auvergne-Rhône-Alpes, la proportion de femmes ayant bénéficié d'au moins trois échographies durant leur grossesse a baissé, passant de 96 % à 89 % entre 2010

et 2017. En Île-de-France la proportion de femmes sans abri parmi les accouchements a été multipliée par quatre de 2015 à 2019.

Les progrès indéniables de la médecine de pointe ne peuvent pas cacher que les inégalités de santé progressent, débouchant sur des drames de grossesses malheureuses de plus en plus fréquents.

Lucien Détroit

Augmentation des prix : de quel bois on se chauffe ?

Le prix des granulés de bois, aussi appelés pellets, qui servent de combustible de chauffage, a doublé en un an. Les chaudières à granulés avaient été présentées comme une alternative écologique au fioul, encouragées par l'État au moyen de dispositifs comme MaPrimeRénov. Mais elles n'échappent pas plus que le reste au marché capitaliste.

Les pellets sont de la sciure de bois agglomérée. Depuis des années, ils sont vantés comme faiblement générateurs de gaz carbonique, et issus de circuits relativement courts puisque la majeure partie des producteurs sont des PME françaises. Leur prix était, il y a encore un an, d'environ 300 euros la tonne, ce qui est à peu près la consommation d'un poêle pendant un hiver. Mais en cette rentrée 2022, le prix est passé à 600 euros la tonne.

Ceux qui avaient fait le choix de remplacer leur vieille chaudière à fioul

par un poêle à granulés se retrouvent piégés, dans la même situation scandaleuse que tous ceux qui sont obligés de couper le chauffage l'hiver. S'ajoute à cela qu'il est en ce moment très difficile de trouver des pellets et que des commerçants évoquent un risque de pénurie.

L'explication de cette hausse est en partie le fait que les entreprises productrices répercutent leurs coûts énergétiques sur les produits. Mais cela ne suffit pas à expliquer le doublement du prix, d'autant que l'État a mis en place un « plan de résilience » d'aide

aux entreprises.

Les gouvernements ont eu une politique d'incitation à l'achat des chaudières. Mais ils n'ont pas poussé la logique jusqu'à prévoir une politique pour la production de granulés, laissée au bon vouloir de capitalistes petits et grands, sans un plan de production rationnel. La raison fondamentale des hausses de prix est là.

De fait, ce marché de production des granulés de bois, en pleine expansion, aiguise désormais l'appétit de TotalEnergies. Le groupe a actuellement une part de 10% du marché des pellets et envisage, dans un communiqué, de tripler ses ventes d'ici 2030. Il vient d'inaugurer une nouvelle usine à Grand-Couronne, en Seine-Maritime. Il n'est donc pas sûr que les prix baissent...

Thomas Baumer



Nos lecteurs écrivent Les poêles à granulés, il faut les payer

Le prix du fioul ayant beaucoup augmenté ces dernières années, comme bien des gens, j'ai opté pour des poêles ou chaudières à granulés, réputés écologiques, dont l'installation est onéreuse mais le combustible moins cher.

C'était sans compter sur l'incroyable inflation ayant eu lieu sur les sacs de ces granulés, dits pellets. Lors de l'hiver 2021, on pouvait en acheter environ une tonne à 275 euros pour du 100 % résineux, soit un sac de 15 kg à 4 ou 5 euros. Aujourd'hui la tonne est passée à plus de 550 euros, soit quasiment 10 euros le sac.

Plus étonnant, dans la grande distribution mais aussi chez des revendeurs plus petits, cet été il était impossible d'acheter

du pellet normalement moins cher qu'en hiver, on me répondait qu'il n'y avait pas... comme s'il y avait eu une pénurie de combustible de chauffage alors qu'il faisait plus de 30 °C ! En contactant des fabricants et en particulier les ouvriers qui travaillent dans les usines, je sais qu'elles ont tourné à plein régime, et qu'il n'y a donc pas eu de pénurie.

Les capitalistes attendaient juste le bon moment pour aligner leur prix au plus haut avec les autres énergies, le bon moment c'est maintenant : ce sera plus de 1 500 euros pour se chauffer d'octobre à mars pour ceux qui ne consomment qu'un sac par jour, en se limitant à 19 °C, avec un pull.

Un lecteur des Ardennes

Mayotte : les élus emboîtent le pas à Darmanin

Le 15 septembre était une journée « île morte » à Mayotte. Les administrations locales et les établissements scolaires du premier degré ainsi que les dispensaires étaient fermés ; les interventions médicales en ambulatoire étaient annulées au Centre hospitalier.

C'est l'Association des maires de l'île qui était à l'initiative de cette action, pour « mettre l'État face à ses responsabilités devant les violences ». Le recteur de Mayotte avait réagi, voyant là « une punition collective privant les enfants d'une journée d'éducation simplement parce qu'une poignée de délinquants, qui est à punir sévèrement, sévit sur les routes ».

Après cette journée de paralysie, qui n'a affecté ni les entreprises du privé ni l'activité portuaire, l'Association des maires a fait savoir dans un communiqué que de « nouvelles formes d'action », comme « la répression des marchands de sommeil, l'expulsion des occupants illégaux, etc. », allaient être mises en place.

Les élus réclament de l'État « des mesures concrètes et mesurables » contre l'immigration dite clandestine, accusée d'être la cause de l'insécurité dans l'île. Sans doute considèrent-ils que les mesures annoncées par le ministre Gérald Darmanin, ayant arboré la double casquette de l'Intérieur et de l'Outremer lors de sa venue à Mayotte au mois d'août, ne sont pas assez efficaces.

Pourtant, Darmanin a promis de frapper fort dans tous les sens du terme. En effet, il veut réduire

« drastiquement » le droit du sol, « lutter contre l'attractivité sociale et administrative du territoire », « offrir un lieu de sanction et d'éducation » aux enfants que la loi ne permet pas de garder en prison. Il veut aussi « étudier la possibilité d'utiliser des armes intermédiaires » lors des émeutes car la police n'a « pas la possibilité de tirer à balle réelle » comme pour les adultes. Darmanin veut accentuer la chasse aux Comoriens, en particulier les Anjouanais, qui furent la misère dans leur pays pour gagner Mayotte, en espérant y vivre un peu mieux.

Darmanin se réjouit du fait que, depuis 2017, le gouvernement Macron a augmenté le nombre de policiers et gendarmes de 50%, multiplié par trois les bateaux intercepteurs des kwassa-kwass, les barques de migrants, et qu'un avion assure une surveillance quotidienne du territoire. Ces forces de répression sont consacrées à traquer les pauvres, y compris les enfants, accusés d'être à l'origine de violences et de troubles à Mayotte.

Comme leurs prédécesseurs, Macron et son ministre prennent les Comoriens comme boucs émissaires afin de dévoyer la colère des Mahorais qui vivent dans le département



Manifestation le 15 septembre, place de la République.

le plus pauvre de France. Le chômage sévit, les habitations des travailleurs sont des bidonvilles, l'eau potable est un luxe, l'unique hôpital de la capitale, Mamoudzou, et la maternité n'arrivent pas à faire face à l'afflux des patients. Les écoles manquent à tel point que les cours se font par alternance le matin et l'après-midi pour tenter d'accueillir tous les élèves.

Les classes populaires des Comores et de Mayotte sont les unes autant que les autres victimes de la politique de l'État français. Celui-ci a maintenu volontairement toutes les îles de cet archipel dans un état de sous-développement et y maintenant l'ordre par

la force, uniquement pour s'assurer le contrôle du canal de Mozambique.

Les Comores ont connu une vingtaine de coups d'État entre 1975 et 2001. Par sa politique, la France a contribué à y instaurer une dictature qui s'exerce contre la population pauvre. Elle a attisé les tensions et la haine entre des

peuples frères pour le plus grand profit des exploités et de l'extrême droite à Mayotte.

Aujourd'hui, les élus locaux soufflent eux aussi sur les braises d'un foyer explosif d'inégalité et de misère dont les gouvernements successifs sont entièrement responsables.

Émile Grondin

TotalEnergies : cachez ces profits...

Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, auditionné le 21 septembre par la commission des Finances de l'Assemblée nationale a bien sûr été interrogé sur les impôts payés par le trust.

TotalEnergies réussit l'exploit de ne payer aucun impôt en France, alors qu'il y réalise près de 20% de son activité, qu'un quart de ses salariés y travaillent et que son siège social s'y trouve... Selon son PDG, cela s'expliquerait par le fait que les activités de Total dans le pays seraient déficitaires. Mieux, l'optimisation fiscale pratiquée par Total est si efficace que, en 2020, il a touché 124 millions d'euros du fisc

sous prétexte d'une perte fiscale et en remboursement d'un trop perçu alors que, dans le même temps, le groupe faisait plus de 10 milliards d'euros de bénéfices à l'échelle mondiale!

Pour se justifier, le PDG de Total a déclaré que le groupe payait beaucoup d'impôts dans le monde sur la base des activités de ses filiales, et que cette année ce serait deux fois plus que l'année dernière. Comme

s'il était anormal de payer deux fois plus d'impôts quand les bénéfices du trust ont doublé au 1^{er} semestre de 2022 avec la bagatelle de 17,7 milliards d'euros!

En fait de « transparence », le PDG n'aura convaincu pas grand-monde sauf les députés qui l'ont chaleureusement applaudi pour ses réponses à leurs questions. Bien sûr, aucun de ces messieurs n'a évoqué les actionnaires du trust, ceux qui touchent ces dividendes faramineux liés à l'explosion des prix de l'énergie.

Cédric Duval



Nos lecteurs écrivent Quelle abondance ?

Chers camarades,

Je suis bénévole au Secours populaire français (SPF) de Nancy depuis 2015. Des retraités, des étudiants, des demandeurs d'asile, des familles à petits revenus viennent y chercher une fois par mois un colis alimentaire. Cela représente environ 1 200 familles sur l'agglomération.

Le SPF, comme quelques autres associations, bénéficie du FEAD (Fonds européen d'aide aux plus démunis) sous forme d'aide alimentaire. Mais, comme d'habitude à la rentrée, les réserves sont vides et nous n'avons quasiment rien à distribuer. Le FEAD tarde à nous livrer. Les familles repartent avec des sacs presque vides, pas de quoi tenir un mois, même si, en général, elles sont

inscrites à plusieurs associations en même temps pour essayer de tenir.

Pour ces personnes qui vivent dans la précarité, elles sont dix millions en France, il n'y a jamais eu « d'abondance » ni « d'insouciance ». Et il faudrait encore qu'elles fassent des « sacrifices » ? Quand on discute avec elles, on se rend compte qu'elles sont désespérées, car le pire reste à venir si l'on en croit Macron.

On voit bien que cette société capitaliste est pourrie et qu'il faudra lutter pour restaurer les salaires et le pouvoir d'achat. Mais je pense qu'il faudra surtout la refonder de fond en comble pour redonner à tous ces gens les moyens de vivre heureux dans la dignité.

Odile, de Nancy

Guerre en Ukraine : ni Poutine, ni Zelensky le protégé de Biden-Macron

Le général Pat Ryder, porte-parole du Pentagone, vient de déclarer que ses services n'avaient noté aucun signe que l'armée russe s'apprêterait à utiliser l'arme nucléaire. Malgré les cris indignés de Biden, d'autres dirigeants occidentaux et des médias qui accusent Poutine d'en avoir agité la menace le 21 septembre, il n'y en a de trace ni dans la réalité ni dans son discours.

Les dirigeants des pays dits démocratiques mentent sans vergogne. Cela ne surprendra que ceux qui acceptent tout ce que la propagande occidentale martèle ou insinue depuis des mois. Elle veut faire croire que le David ukrainien doit affronter le Goliath russe, sans que les puissances impérialistes y soient pour rien. Les dirigeants de Washington, Paris, Bruxelles, Berlin, répètent « Nous ne sommes pas en guerre », mais ce qui se passe en Ukraine apparaît de plus en plus comme une confrontation entre le camp impérialiste occidental et la Russie.

Surenchère de l'Occident, bluff de Poutine

Les mots dont usent dirigeants et diplomates visent à masquer la réalité ; les faits eux sont indiscutables. Il faut d'abord rappeler que la seule fois où l'arme nucléaire a servi, ce fut les 6 et 9 août 1945 à Hiroshima et Nagasaki. Les

États-Unis ne brandirent pas alors de menaces préalables : ils frappèrent pour terroriser la population civile d'un Japon déjà vaincu. Aujourd'hui, l'Occident, qui se présente en faiseur de paix, est le premier à mener l'escalade guerrière en Ukraine.

Les États-Unis ont fourni à ce pays plus d'argent et d'armement en six mois qu'ils ne l'avaient fait en un an à l'Afghanistan en guerre, à Israël et à l'Égypte réunis, trois des principaux bénéficiaires de l'aide militaire américaine. Les 13 milliards de dollars ainsi versés à l'Ukraine depuis février représentent trois fois le budget militaire annuel de ce pays.

La fourniture d'armes modernes, d'un entraînement par des conseillers militaires, en plus de la mise à disposition de renseignements par les satellites occidentaux ont donné un avantage colossal à l'armée ukrainienne, lui permettant de suivre en temps réel les mouvements

des troupes adverses, de les frapper avec précision et de les forcer à reculer.

Poutine, qui n'avait guère le choix, a réagi aux conséquences de la pression militaire accrue de l'Occident. Il a limogé son vice-ministre de la Défense, bouc émissaire des revers militaires. Il a organisé à la hâte des référendums pour rattacher des régions ukrainiennes à la Russie, ce gain territorial devant compenser les reculs du front. Et il a lancé une mobilisation, partielle mais importante, pour renforcer une armée aux effectifs affaiblis.

Il reste à voir si cela aidera à renverser un rapport de forces qui devient défavorable à la Russie. Car ces mesures pourraient s'inscrire dans une vieille tradition de la bureaucratie russe, la « pokazoukha » ou effet d'affichage. Cette esbroufe à la russe évoque le « bluff », qui en américain désigne le fait de « tromper avec assurance au poker ». Bien sûr, celui qui y a le plus intérêt est celui qui a les moins bonnes cartes en mains. Alors quand Poutine et ses proches, l'ex-président Medvedev et le ministre de la Défense Choïgou, disent vouloir défendre la Russie « par tous les moyens » en répétant



«La victoire - une tradition» : affiche de propagande.

« nous ne bluffons pas », les chefs du monde impérialiste ont tout lieu d'y voir une posture, sinon un aveu de faiblesse.

L'impérialisme, c'est la guerre

Depuis que l'Union soviétique a implosé, en 1991, les dirigeants de la bourgeoisie, surtout américaine, ont poussé leurs pions vers l'Est, dans ce qui avait été la sphère d'influence de l'URSS.

Dans un premier temps, cela se passa sans heurts. L'Occident traitait en position dominante avec un État russe à genoux. Incapable de se faire obéir chez lui, ce dernier pouvait encore moins contrer la pression impérialiste sur son « étranger proche ».

Un changement s'amorça avec l'arrivée de Poutine au Kremlin en 2000. Il restaura la « verticale du pouvoir » en Russie et tenta de resserrer ses liens avec l'ex-espace soviétique. L'impérialisme, qui guignait ces pays, y suscita alors une série de « révolutions de couleur », des coups d'État à peine déguisés : en Géorgie en 2003, au Kirghizistan en 2005, en Ukraine en 2004 puis en 2014.

L'Ukraine a longtemps fait partie de la Russie et de l'URSS et son économie reste très imbriquée dans celle de la Russie. Sa population partage majoritairement sa langue et sa culture avec ses voisins russes, à quoi s'ajoutent des

liens humains et familiaux étroits. Dès la chute de l'URSS, les dirigeants américains ont dit qu'il fallait arracher l'Ukraine à la Russie pour empêcher celle-ci de redevenir une grande puissance et d'échapper à leur tutelle.

En février dernier, Poutine a voulu porter un coup d'arrêt aux projets en cours de réalisation de l'impérialisme en Ukraine. Il l'a fait avec la violence, le mépris des peuples, dont le sien, qui caractérisent les chefs d'une bureaucratie antiouvrière, nationaliste, prédatrice, souvent issus du KGB, la police politique.

Des révolutionnaires n'ont aucune solidarité à avoir avec leur propre impérialisme. Mais affirmer cela n'a de sens que s'ils ne se laissent pas entraîner sur un terrain autre que celui de la classe ouvrière et de ses intérêts, quelle que soit sa nationalité. Une des leçons chèrement acquise du passé est qu'il ne faut jamais oublier, selon les mots du révolutionnaire allemand Karl Liebknecht en pleine Première Guerre mondiale, que « l'ennemi est dans notre propre pays ».

Les travailleurs en France n'ont à apporter aucun soutien direct ou indirect à leur impérialisme : ni dans sa solidarité avec le reste du camp impérialiste en Ukraine, ni en Afrique où il mène ses propres guerres contre les peuples.

Pierre Laffitte

Faim dans le monde : le capitalisme responsable

Un mort de la faim toutes les quatre secondes, et 345 millions de personnes victimes de « faim aiguë », nombre qui a doublé depuis 2019, voici le cri d'alarme poussé le 20 septembre lors de la réunion de l'assemblée générale de l'ONU.

En même temps, la masse des profits n'a jamais été aussi énorme.

Dans une lettre ouverte, 238 organisations non gouvernementales s'adressent aux représentants internationaux pour leur demander d'« agir pour stopper la crise mondiale de la faim ». Elles constatent pourtant elles-mêmes que ces dirigeants n'ont fait que défendre des intérêts économiques à l'opposé des besoins des populations. Le système capitaliste dont l'ONU couvre la domination est bien le principal

responsable de la faim dans le monde.

L'un des signataires de la lettre écrit lui-même qu'il « est inadmissible qu'avec toute la technologie de l'agriculture et des techniques de récolte aujourd'hui, nous parlions encore de famine au 21^e siècle ». On ne peut mieux dire.

La Corne de l'Afrique souffre de sécheresse, avec au moins quatre saisons de pluie ratées. Mais des pays comme la Somalie et l'Éthiopie ont aussi souffert de dizaines d'années de guerres, entretenues

par l'intervention des puissances impérialistes pour s'assurer le contrôle de ce point stratégique entre l'océan Indien et la mer Rouge. Et il n'y a pas à s'étonner si les pays cités dans le rapport sont l'Afghanistan, le Yémen, le Sud Soudan, ravagés récemment par des guerres qui ont forcé des populations à se déplacer et à arrêter des cultures agricoles.

Crise climatique, guerres, spéculation sur les prix des denrées alimentaires, autant de dégâts d'un système économique aussi irrationnel que criminel. Pour faire disparaître la faim dans le monde aussi, il faudra le renverser.

Charles Legoda

Russie : réactions face au décret de mobilisation

« Je ne veux pas que mon fils finisse comme engrais », « Mon grand-père a fait la Grande guerre patriotique pour défendre l'URSS, moi je n'irai pas en Ukraine, c'est une guerre de politiciens », « À bas la mobilisation »...

Ces propos abondent au fil des vidéos qui, ici, montrent la foule affrontant la police pour libérer des manifestants, là des villageois assiégeant le commissariat militaire local ou des ouvriers raflés dans une usine de Sibérie, que des gradés insultent car ils refusent d'aller à la guerre... Il semble cependant que le rejet de l'appel aux réservistes de 18 à 65 ans a moins mobilisé à Moscou et Saint-Petersbourg, où des manifestations peu nombreuses ont été promptement réprimées, que dans le reste du pays.

Le public n'était pas non plus le même. Dans les villes, il s'agissait surtout de fils de la petite bourgeoisie, et Poutine a fait un geste dans leur direction en promettant qu'il n'enrôlerait pas les étudiants. Dans les entreprises en revanche, l'armée ratisse large. Elle n'y a pas lésiné sur l'envoi de convocations et fait savoir ce qu'il en coûtait de tenter d'échapper à ses griffes : 10 ans de prison. Même tarif pour les déserteurs.

Dans des services du

métro de Moscou, un homme sur trois ou quatre a reçu une convocation. Dans un village de 700 habitants en Russie centrale, 50 ouvriers agricoles ont été rappelés. La direction d'une grande usine de l'Oural a annoncé avoir remis 2 000 convocations ! Et ce ne sont que quelques exemples.

Pour l'heure, mais cela peut changer si l'Occident continue d'inonder d'armes l'Ukraine, les « réservistes » n'iront pas tous au front. Il y a des exemptions, et le montant des pots-de-vin à verser pour passer entre les mailles du filet grimpe. Il y a aussi certaines professions ou bien le fait de travailler pour l'industrie d'armement qui exonèrent les mobilisés potentiels. Les usines du complexe militaro-industriel tournent à plein, sauf quand les sanctions occidentales perturbent leur approvisionnement, et manquent de personnel pour fournir l'armée, alors elles embauchent volontiers des professionnels venus d'ailleurs.

Avec la fuite à l'étranger



Une usine d'armement aéronautique au nord de Moscou... qui embauche !

de nombreux réservistes, cela désorganise un peu plus une économie russe qui souffre déjà passablement de la crise et des sanctions occidentales. Dans beaucoup de secteurs, tels les services et le grand commerce, on ne voit pratiquement plus que des employées, les hommes ayant disparu. En province, c'est pire : les autorités civiles et militaires n'ont parfois pas attendu le décret de Poutine pour exiger de telle

entreprise qu'elle « libère » deux « volontaires » par atelier ou pour recruter des soldats parmi les élèves des grandes classes.

Confronté à un début de contestation ouverte, le Kremlin dénonce maintenant « les excès » de ceux qui appliquent ses directives. Une vieille ficelle dont on peut douter qu'elle fasse oublier à la population ce qu'elle sait ou soupçonne : les rappelés risquent d'être mal préparés, mal équipés, mal encadrés (l'armée russe manque de cadres subalternes), avant d'être envoyés comme chair à canon affronter une armée ukrainienne suréquipée, dans une guerre dont beaucoup ne voient pas la finalité, quand ils ne la rejettent pas clairement.

Poutine prétend qu'il

défend le « peuple russe », mais cela n'empêche pas sa cote d'avoir plongé dans de larges couches de la population. S'agissant de la petite bourgeoisie urbaine, ce n'est pas nouveau. Ce qui l'est, c'est que son impopularité liée aux développements de la guerre s'étend dans des milieux populaires et ouvriers.

Autre fait notable : la protestation de ces derniers jours s'est surtout exprimée dans les républiques de la Fédération de Russie (Daghestan, Kalmoukie, Yakoutie, Bouriatie, Tyva) dont la population, en majorité d'origine non slave, pourrait d'autant moins se reconnaître dans les buts de guerre affichés du Kremlin : reconstituer une Grande Russie slave et orthodoxe.

P.L.

Union européenne : les déserteurs russes ne sont pas bienvenus

À la suite de la mobilisation des réservistes russes par Poutine, des ministres de différents pays de l'Union européenne (UE) se sont exprimés en ordre dispersé et de façon discordante sur l'accueil de ceux qui fuiraient l'enrôlement dans l'armée du Kremlin.

Face à cela, le président du Conseil européen a annoncé une réunion à Bruxelles dans le but d'accorder les violons des pays membres de l'UE. Vaste tâche...

Le ministre letton des Affaires étrangères, par exemple, a prétendu : « Beaucoup de Russes (...) en train de fuir la Russie (...) étaient d'accord avec le fait de tuer des Ukrainiens (...), il ne faut pas les considérer comme des objecteurs de conscience. » Et d'ajouter : « Il y a des risques considérables pour la sécurité à les accueillir et ils ont des tas de pays où aller en dehors de l'UE. »

La Lettonie fait partie des pays frontaliers de la Russie. Début septembre, elle

avait, comme la Pologne et les autres pays Baltes, fermé sa frontière aux touristes russes. Quelques jours plus tôt, les ministres des Affaires étrangères des pays de l'UE s'étaient accordés pour suspendre l'accord de 2007 qui facilite l'octroi de visas aux citoyens russes. Quant aux pays frontaliers de la Russie, autorisation leur était accordée de « prendre des mesures au niveau national pour restreindre l'entrée dans l'UE », au titre des sanctions prises contre la Russie depuis le début de la guerre.

Du côté de l'Allemagne, la position semble plus conciliante vis-à-vis des Russes fuyant la guerre. La ministre allemande de l'Intérieur a

déclaré que les réservistes voulant échapper à l'armée russe pourraient demander l'asile politique. Mais, en toute hypocrisie, elle a tenu à rappeler qu'obtenir ce droit n'avait rien d'automatique. Les demandes individuelles feront l'objet de contrôles et aucune mesure particulière ne sera mise en place pour accueillir ces demandeurs d'asile.

Dans un style différent, brutal ou hypocrite, les dirigeants des pays de l'UE campent sur un même rejet des migrants, quel que soit leur pays d'origine. Et quand bien même ils affichent une bruyante sympathie pour ceux qui refusent les décisions de Poutine, leur politique aboutit à ranger la population russe derrière le maître du Kremlin et à les rendre collectivement responsable de cette guerre.

Joséphine Sina



Livret militaire russe.

Italie : Meloni, la nouvelle tête de la réaction

C'est la chute du gouvernement Draghi qui a conduit à l'organisation d'élections sénatoriales et législatives en Italie le 25 septembre. Avec plus de 40% des voix, la coalition dite de centre droit, en réalité marquée par l'extrême droite, remporte la victoire.

Le parti Fratelli d'Italia, héritier du parti fasciste MSI, sort largement en tête et sa dirigeante, Giorgia Meloni, est la mieux placée pour prendre la tête du futur gouvernement.

Ces quatre dernières années, Fratelli d'Italia (Frères d'Italie), s'est soigneusement tenu à l'écart de toutes les combinaisons qui se sont succédé au pouvoir, y compris l'unité nationale derrière Draghi. Le parti a bénéficié de cette politique d'opposition constante, qui lui a valu de mordre sur l'électorat de La Ligue de Salvini, et de passer de 4% des voix en 2018 à 26% aujourd'hui. À l'inverse, son principal concurrent sur le terrain nationaliste et xénophobe, la Ligue de Salvini, paie le prix de ses participations gouvernementales. Le troisième visage de cette coalition est celui de l'inauvouable Berlusconi, dont le parti, Forza Italia, soutenait le dernier gouvernement Draghi. Ayant survécu à la chirurgie esthétique et à tous les scandales financiers, politiques et sexuels qui ont ponctué son parcours, le milliardaire de 85 ans vise la présidence du Sénat, dont il avait été exclu, il y a neuf ans, pour fraude électorale. Sa caution était nécessaire à Meloni, non seulement sur le plan politique vis-à-vis de l'Europe, mais parce que c'est le fait de constituer une coalition qui permet aux trois partis

de droite et d'extrême droite de bénéficier d'une prime majoritaire et, avec 43% des voix, d'avoir la majorité absolue au Parlement.

Le discours « post-fasciste »

Si, alors qu'elle était toute jeune conseillère régionale à Rome, Meloni confiait sans fard son admiration pour Mussolini aux journalistes qui l'interrogeaient, elle a modifié son discours en même temps qu'elle fondait son parti, Fratelli d'Italia. Il s'agissait pour elle de garder la fraction de son appareil, de ses élus et de son électorat qui est nostalgique du fascisme, tout en donnant des gages de respectabilité à la classe politique, et surtout à la bourgeoisie italienne. Elle a donc fait profession de fidélité à la démocratie et à ses institutions, sans jamais condamner directement le fascisme, mais plutôt les « totalitarismes » à savoir « le nazisme et le communisme ». Une pirouette d'autant plus facile qu'elle correspond à la présentation actuelle de cette période de l'histoire, mettant allègrement dans le même sac des « extrémismes », les fascistes et leurs opposants communistes.

Tout en multipliant les propos réactionnaires sur le terrain de la xénophobie, « les migrants servent à transporter de la drogue », ou des droits des femmes, « nous donnerons aux femmes le droit de ne pas avorter », Meloni a su



ANDREA RONCINI PICTURE ALLIANCE

rassurer ceux qui comptent vraiment. Le 4 septembre, au Forum Ambrosetti, qui regroupe le gratin du patronat italien, des ministres, des journalistes et autres économistes du monde entier, Meloni est venue montrer patte blanche. Elle a assuré qu'il n'était question ni de quitter la zone euro, ni de tourner le dos à l'Union européenne et aux milliards du plan de relance et d'investissement que son prédécesseur Mario Draghi, a su obtenir pour le patronat italien.

Le plus difficile pour elle sera maintenant de composer son futur gouvernement en conciliant les intérêts de son propre parti, les appétits des alliés dont elle ne peut se passer pour avoir une majorité et les exigences de la bourgeoisie. S'il paraît facile de satisfaire aux exigences de sa caution pro-européenne Berlusconi, Salvini obtiendra-t-il le ministère de l'Intérieur? Et qui

aura celui de l'Économie?

Un électorat sans repères

La victoire électorale traduit sans doute en partie le basculement de l'électorat populaire, y compris d'une fraction ouvrière de celui-ci, vers le vote pour Fratelli d'Italia. Mais une forte abstention a également marqué le scrutin. Seuls 64% des électeurs se sont déplacés, 10% de moins qu'en 2018, et dans certaines régions parmi les plus pauvres, comme la Campanie, le niveau d'abstention frôle même les 50%. Dans d'autres régions par contre, au nord ou au centre du pays, Fratelli d'Italia a enregistré des résultats en forte progression. Ces régions étaient certes des « régions rouges », au temps lointain où le Parti communiste ne s'était pas sabordé, mais le centre gauche y avait déjà perdu toute une partie de son électorat, au profit de La Ligue de Salvini d'abord, de Fratelli d'Italia maintenant.

Un autre parti avait également mordu sur l'électorat de gauche, y compris dans la classe ouvrière: le Mouvement 5 étoiles (M5S), créé par l'ancien comique Beppe Grillo, qui se voulait « anti-parti » et « antisystème » et promettait de redonner le pouvoir aux citoyens. Il a fini par devenir un parti de gouvernement comme les autres, l'un des piliers des gouvernements de coalition de ces cinq dernières années et l'a payé en passant de 33% des voix en 2018 à 15,5% aujourd'hui. Il a limité la casse grâce à de bons résultats

dans le sud du pays. Dans ces régions les plus pauvres et les plus touchées par le chômage, il a fait campagne pour le maintien du revenu de citoyenneté (équivalent du RSA) et la création d'infrastructures, et s'est même déclaré « progressiste ».

Avec l'abstention, les succès de ces différents partis se proclamant antisystème reflètent le dégoût et la désorientation politique des travailleurs et des classes populaires. La politique des partis dits de gauche, à commencer par le plus important d'entre eux, le Parti démocrate (PD), en est largement responsable. Chaque fois qu'il a gouverné, une nouvelle attaque contre les travailleurs est passée. Durant cette campagne éclair de deux mois, le seul argument de campagne du PD a d'ailleurs été de s'ériger en rempart contre le danger fasciste tout en soutenant le bilan du gouvernement Draghi auquel il participait.

Considéré comme le maillon faible de l'économie européenne, l'Italie voit le poids de la dette de l'État s'alourdir. Pour continuer à financer sa bourgeoisie et ne pas s'attirer les foudres des institutions financières mondiales, le gouvernement de Meloni, quelle que soit l'issue des marchandages politiques actuels, mènera la même politique d'attaque contre les travailleurs que ses prédécesseurs, en y ajoutant sa couche de crasse xénophobe et réactionnaire.

Nadia Cantale

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 226 (septembre-octobre 2022):

- Le chaos du capitalisme en crise
- D'une crise économique à l'autre
- La guerre en Ukraine accélère la militarisation
- Une vague de grèves inédite en Grande-Bretagne
- Brésil: le duel Bolsonaro-Lula
- L'État chinois et la résurgence de la bourgeoisie (1978-2022)
- Renault et les grandes manœuvres dans l'automobile
- Les mémoires de Georg Scheuer

Prix: 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.



Liban : naufrage d'un bateau et d'un pays

Au moins cent personnes sont mortes, et dix-sept disparues, au large des côtes syriennes lors du naufrage, le 22 septembre, d'un bateau parti du Liban. Le bilan pourrait être encore plus lourd, le bateau, surchargé et dans un état lamentable, pourrait avoir embarqué 150 passagers.

Ces migrants, en majorité libanais mais aussi syriens et palestiniens, fuyaient le délabrement de leurs pays pour rejoindre Chypre, distante de 175 kilomètres, première étape vers une Europe où ils pourraient espérer un avenir.

Il y a bien longtemps que le Liban n'est plus « la Suisse du Moyen-Orient », mais la détérioration économique du pays s'est accélérée avec la crise économique de 2019, conduisant à un appauvrissement général de la population. La situation s'est aggravée le 4 août 2020. L'explosion des silos du port de Beyrouth avec son lot de victimes et de destructions laissées en l'état par les clans mafieux au pouvoir, a achevé de plonger la population dans

la misère.

Les restrictions bancaires, la spoliation des épargnants et les dévaluations successives ont sapé le pouvoir d'achat des Libanais des milieux populaires. En trois ans, la monnaie a perdu 95 % de sa valeur face au dollar, tandis que les prix étaient multipliés par dix. Fin 2021, 80 % des Libanais et 90 % du million de Syriens réfugiés au Liban vivaient sous le seuil de pauvreté. À cela s'ajoutent les coupures de l'électricité publique, qui ne fonctionne que deux à trois heures par jour, forçant nombre d'habitants à avoir recours à des générateurs d'électricité privés si, entre autres problèmes, ils ne veulent pas voir leur alimentation pourrir dans



L'enterrement d'une victime du naufrage à Beyrouth.

les frigidaires. Or, ces générateurs sont souvent aux mains de clans mafieux qui en tirent profit, au point que les salaires ne couvrent qu'à peine les dépenses d'énergie.

La corruption règne et les différents clans se déchirent pour tirer à eux le maximum de richesses aux dépens des habitants d'un pays qui sombre dans la ruine. Dans ces conditions, beaucoup ne voient d'autre solution que l'émigration. En août 2021, un ancien député révélait que le nombre de demandes

d'immigration pour l'Amérique du Nord et l'Europe concernait 330 000 personnes, essentiellement des intellectuels ou des hommes d'affaires. Les plus riches n'ont pas de problèmes pour quitter le pays, il leur suffit de prendre l'avion. Mais les Libanais des classes populaires et les réfugiés syriens ou palestiniens vivant dans les camps n'ont guère d'autre choix que de se jeter dans les griffes des passeurs, payant quand même jusqu'à 5 000 dollars par adulte. Selon l'ONU, depuis 2020, au moins 38 bateaux

de migrants auraient quitté le pays. Si le naufrage du 22 septembre s'est traduit par une hécatombe, déjà en avril dernier, dix passagers avaient péri, et six début septembre.

La situation du Liban rejoint maintenant celle de nombreux pays du Moyen-Orient ou d'Afrique, où la misère pousse des hommes et des femmes toujours plus nombreux à quitter le pays dans l'espoir d'une vie meilleure, au risque d'y laisser leur vie après y avoir laissé leurs maigres économies.

Marianne Lamiral

Brésil : le match Lula-Bolsonaro

Dimanche 2 octobre, les Brésiliens vont élire leurs députés régionaux et nationaux, leurs sénateurs, le gouverneur de chaque État et le président. L'élection présidentielle focalise toute l'attention, opposant essentiellement Lula, l'ancien président de 2003 à 2010, et Jair Bolsonaro, le président sortant d'extrême droite.

Bolsonaro met en avant son « Aide Brésil », qu'il a portée à 600 reais (120 euros, la moitié du salaire minimum) dans le but de se concilier les couches les plus pauvres de la population. Il se vante aussi d'avoir sauvé les Brésiliens de la famine pendant l'épidémie de Covid en ne prenant aucune mesure de confinement, ce qui a surtout permis d'atteindre le chiffre de 680 000 morts. Il se plaint aussi que la Cour suprême l'empêche de gouverner, et ne manque jamais de qualifier Lula de voleur et de repris de justice, menaçant plus ou moins ouvertement d'un coup d'État.

Alors que les partisans

fanatisés de Bolsonaro semblent prêts à tout, Lula évite la polémique. Il a refusé de participer à un débat télévisé, se présente comme celui qui va pacifier le pays et ramener la prospérité, et bénéficie du ralliement de toute une partie de la droite, dont le candidat vice-président qui est un politicien conservateur, Geraldo Alckmin. Les sondages donnent à Lula 50 % des votes au premier tour et il insiste sur la nécessité de « voter utile » dès ce jour-là visant l'électorat de ses concurrents, eux aussi opposés à Bolsonaro. En effet, en cas de second tour, qui aurait lieu le 30 octobre, Bolsonaro aurait quatre

semaines pour mobiliser ses troupes en criant à la fraude électorale.

La dernière semaine de campagne a mobilisé l'attention d'une partie plus grande de la population dont une majorité espère avoir avec Lula une vie meilleure. Au Brésil, près de cent millions de gens vivent dans l'insécurité alimentaire, 33 millions souffrent déjà de la faim. L'inflation atteint 15 à 20 % sur les produits alimentaires, le chômage touche officiellement 10 millions de salariés, mais deux ou trois fois plus vivent de jobs informels. Toute une partie de la jeunesse ne rêve que d'émigrer dans un pays riche, car elle ne voit plus d'avenir sur place. Il faudra bien plus que l'élection de ce dirigeant populaire, mais que l'on a déjà vu à l'œuvre, pour apporter une réponse à tous ces problèmes.

Vincent Gelas

Milliardaires : riche malgré lui

La presse s'est extasiée sur le geste du patron de Patagonia, marque célèbre de vêtements de sport : à 83 ans, au lieu de revendre son entreprise ou de la donner à ses enfants, il l'a léguée à une structure agissant pour l'environnement.

Ce patron, Yvon Chouinard, dit avoir toujours été écologiste avant tout et être devenu milliardaire « contre sa volonté ». C'est aussi, sans doute sans le vouloir qu'il a fait prospérer l'entreprise, qui pèserait aujourd'hui trois milliards de dollars. Pour un peu, on pourrait croire qu'il a gagné sa fortune au loto!

En réalité, comme toute entreprise capitaliste, au label vertueux ou non, les profits se font sur le dos des ouvriers qui fabriquent ses produits. Sans aucune usine de fabrication, Patagonia sous-traite tout, principalement en Asie. Cela lui permet d'affirmer qu'elle ne décide pas des salaires des ouvriers et ouvrières qui produisent pourtant des vêtements revendus plusieurs centaines d'euros en Europe et aux

États-Unis. Sur son site, elle dit qu'elle « réfléchit » à comment faire pour qu'ils soient mieux payés mais en attendant, elle empoche les profits.

Quant à la « production responsable », l'entreprise a reconnu à sa façon qu'elle fonctionnait comme toutes les autres. Une publicité, qui a fait du bruit en 2011, demandait aux clients de ne pas acheter la veste présentée, car il avait fallu 135 litres d'eau et 20 livres de CO₂ pour la fabriquer... Quant à la cession de l'entreprise, l'agence de presse Bloomberg affirme que l'opération permettrait à la famille d'échapper à des centaines de millions de dollars d'impôt. L'écologie et le billet vert peuvent faire bon ménage...

Camille Paglieri

PSA – Stellantis : après l'annonce d'une prime insuffisante, les débrayages continuent

Mardi 27 septembre, la nouvelle que Stellantis ne donnerait qu'une prime de 1 000 euros a circulé très vite dans les usines. Les réactions étaient partout les mêmes : « Ça ne fait pas le compte ! »

Une semaine auparavant, la grève de 500 ouvriers durant plus de trois jours à l'usine d'Hordain dans le Nord pour les salaires avait relancé les discussions sur le sujet dans toutes les usines du groupe. La direction centrale avait alors convoqué une réunion de discussion avec les syndicats mardi 27 septembre. Si le sujet était le pouvoir d'achat, elle voulait uniquement discuter de l'attribution d'une prime en écartant soigneusement la question des salaires.

Lundi 26 septembre, veille de cette réunion, près de 700 ouvriers au total dans le groupe s'étaient décidés à débrayer avec la

CGT et parfois même avec FO ou la CFDT pour mettre la pression sur la direction. Ils étaient 260 grévistes à la fonderie de Charleville, 80 à 100 à l'usine de Caen, 150 à Trémery, près de Metz, une centaine à la fonderie de Sept-Fons et 50 à Hordain.

Lors de la réunion, la direction n'a cédé que cette prime de 1 000 euros, versée fin octobre pour tous les embauchés et pour les intérimaires, mais au prorata de leur présence entre le 1^{er} octobre 2021 et le 30 septembre 2022. L'écrasante majorité des intérimaires ne toucheront même pas les 1 000 euros, une véritable injustice. La direction, consciente que

sa proposition allait susciter du mécontentement, a jugé prudent de ne pas la soumettre à un accord avec les syndicats et de bien se garder de l'annoncer par les chefs d'équipe en début de poste quand les ouvriers sont rassemblés.

Effectivement, à l'annonce de la prime par les syndicats et les médias, les réactions dans toutes les usines du groupe étaient essentiellement de déception et d'écœurement : « Comment un groupe aussi riche que Stellantis ne donne que 1 000 euros ? », « Les primes ça ne suffit plus, ce qu'il nous faut c'est du salaire. »

Des débrayages ont alors eu lieu spontanément ou à l'appel de la CGT, suivie parfois de FO dans au moins sept usines, sans être toutes les mêmes que celles de la

veille. Ils ont de nouveau réuni au total près de 700 grévistes, 230 à Rennes, 180 à Valenciennes, une centaine à Mulhouse, près de 80 à Hordain ainsi qu'à Douvrin, et dans une moindre mesure à Metz-Borny et à Poissy, avec une vingtaine de grévistes dans les deux cas.

Le point très positif est que des centaines d'ouvriers de plusieurs usines du groupe reprennent le chemin des débrayages, le goût des discussions collectives et de tout ce que cela implique. L'information, les vidéos, le nombre de grévistes par usine circulent très vite avec les réseaux sociaux, ce qui permet à ceux qui s'en préoccupent de se faire une idée de la situation générale dans le groupe et de s'assurer qu'ils ne sont pas tout seuls.

Mercredi 28 septembre,

le syndicat FO du groupe, qui milite en général contre les grèves, s'est senti obligé d'appeler dans toutes les usines à une heure de débrayage par équipe. La CGT s'y est jointe et dans certains cas la CFDT. Ce jour-là, des débrayages se sont encore développés dans toutes les usines et le nombre de grévistes a plus que doublé.

Toutes ces occasions sont des étapes pour que les travailleurs prennent conscience de leur force collective et confiance dans leurs capacités, pour un bras de fer contre la direction qui consistera à s'engager dans une grève la plus massive possible, à l'échelle du groupe, sans attendre les négociations salariales prévues en février 2023 et avancées à décembre prochain.

Correspondant LO



À Trémery, lundi 26 septembre.

À PSA – Trémery

À l'usine de moteurs de Trémery, en Moselle, 150 travailleurs ont débrayé sur les trois postes, lundi 26 septembre, à l'appel de la CGT et de Sud. La semaine précédente, des travailleurs avaient interpellé les syndicats pour leur demander d'organiser quelque chose.

Les grévistes ont circulé dans l'usine. Cela ne s'était pas vu depuis 13 ans ! Cela reste minoritaire, mais cela témoigne d'un mécontentement général, sur les salaires bien sûr, mais aussi sur les conditions de travail, avec des rythmes de travail saccadés, des samedis programmés qui

sont annulés, des samedis travaillés alors qu'on chôme en semaine... Sans compter le manque de personnel ! La direction se plaint de ne plus trouver de personnel, même intérimaires, et en recrute jusque dans le Nord. Elle propose même une prime au personnel qui trouverait

un intérimaire qui voudrait bien rester !

Ces débrayages ont été l'occasion d'exprimer le mécontentement. Si l'on fait les comptes, une seule année du salaire de Tavares, 66 millions, représente le salaire d'un travailleur payé 2 000 euros nets par mois pendant plus de 1 800 ans.

Avec les profits du groupe, ce sont tous les salaires qu'on peut largement augmenter. Et pour les travailleurs c'est vital !

Correspondant LO

À PSA – Borny

À l'usine de boîtes de vitesse de Borny, en banlieue de Metz, un débrayage d'une trentaine de travailleurs du Montage s'est déroulé mardi 27 septembre à l'initiative de la CGT.

Les participants étaient contents de l'avoir fait, même si bien sûr c'est loin d'être suffisant. Ils en ont « gros sur la patate », pour la paye, pour les conditions de travail, pour l'avenir d'une usine qui se réduit comme peau de chagrin. L'annonce des 1 000 euros a déçu bien des travailleurs, alors que le groupe a fait huit milliards de profits en six mois.

Dans la soirée, entendre les médias reprendre en boucle la fable d'une prime de 1 400 euros a bien énervé

tout le monde. D'ailleurs, les autres syndicats ont senti le vent : FO et la CFDT ont appelé à débrayer à leur tour une heure mercredi 28, débrayage auquel s'est jointe la CGT.

La prime sera mieux dans la poche des travailleurs que dans celle des actionnaires, mais c'est tous les mois qu'arrivent les factures à payer, c'est tous les mois que nos salaires doivent être augmentés.

Correspondant LO



À Borny, mardi 27 septembre.

À l'usine PSA de Rennes-La Janais

La grève à PSA Hordain la semaine précédente et les différents débrayages qui ont suivi dans presque toutes les usines du groupe étaient connus et discutés dans l'usine de Rennes-La Janais. Plusieurs petits groupes d'ouvriers disaient qu'il fallait s'y mettre aussi.

Alors, mardi 27 septembre, quand la direction a annoncé la prime de 1 000 euros, une douzaine de caristes du Montage de l'équipe d'après-midi ont refusé de prendre leur poste en arrivant à l'usine, restant à discuter entre eux. Très vite des représentants de la direction sont venus tenter de leur faire prendre le travail car le Montage commençait à manquer de pièces. Les caristes ont appelé les délégués CGT qu'ils

connaissaient pour les soutenir. La nouvelle du débrayage a été rapidement relayée et une quinzaine d'ouvriers du Montage ont rejoint les caristes pour défiler dans les allées de l'atelier.

Le débrayage étant populaire, la CFDT a emboîté le pas en appelant à débrayer à la première pause à 15 h 15. 230 travailleurs de tous les ateliers de l'usine, y compris des professionnels de maintenance, ont alors



décidé de rejoindre le petit groupe de grévistes du Montage. L'usine a été complètement paralysée pendant près de trois heures.

Lors du rassemblement organisé par les syndicats, la colère contre le mépris de la direction était visible. L'annonce par le

délégué CGT que plusieurs débrayages étaient en cours au même moment dans d'autres usines PSA a donné du baume au cœur. Elle confortait les grévistes dans l'idée que c'est un mouvement large qui peut réellement inquiéter le patron et lui faire céder les hausses de

salaires nécessaires.

Mercredi 28 à l'équipe du matin, 200 ouvriers ont de nouveau débrayé.

Plusieurs grévistes sont convaincus qu'il faut remettre ça sans attendre. Les discussions dans ce sens vont bon train.

Correspondant LO

Carrefour: grève pour les salaires

Durant la semaine du 19 septembre, dans plusieurs bases logistique Carrefour Supply Chain et certains magasins de l'enseigne Carrefour, les travailleurs ont fait grève ou ont débrayé suite à un appel national des syndicats FO, CFDT et CGT du groupe. Partout s'est exprimé le mécontentement contre des salaires d'autant plus insuffisants que les prix augmentent.

Sur la base logistique Carrefour Supply Chain d'Allonnes, dans la Sarthe, le 22 septembre, 95 % de l'équipe de nuit était en grève, entre 60 et 70 % pour celle du jeudi matin, pour réclamer 6 % d'augmentation de salaire et 1 500 euros de prime de partage de la valeur – nouveau nom de la prime dite Macron, obtenue à la suite du mouvement des gilets jaunes. Comme le disait un des salariés en grève: « *Le ras-le-bol est général.* » Les revendications ont également porté sur les conditions de travail: semaine de 4 jours au lieu de

6, 32 heures payés 35 et arrêt du travail du samedi.

Sur la plateforme logistique de Crépy-en-Valois, qui comprend plus de 500 salariés, la grève a été décidée après l'annonce d'une participation aux bénéfices de 57 euros au lieu des 1 200 et 800 euros des années passées. « *On se fiche clairement de nous* », a déclaré un délégué du personnel, exprimant le sentiment général. Mais la grève a également touché la plateforme logistique de Moncel-lès-Lunéville dans l'Est, celle de Cholet dans le Maine-et-Loire, celle de Saint-Vulbas dans

l'Ain, celle de Ploufragan dans les Côtes-d'Armor où les grévistes réclamaient 400 euros d'augmentation de salaire, et bien d'autres.

Le 22 septembre, la direction nationale n'avait cédé qu'une augmentation de 2,5 % au 1^{er} novembre, à quoi s'ajouteraient une prime de 100 euros et la prolongation de la remise sur achats de 12 % jusqu'au 31 mars 2023, prétendant sans rire qu'il s'agissait de loin de l'augmentation la plus importante de toutes les entreprises de la grande distribution.

En 2021, Carrefour a réalisé un bénéfice net, en forte hausse, de 1,07 milliard d'euros. Voilà de quoi satisfaire les revendications des milliers de salariés du groupe, qui ont produit ces profits par leur travail.

Aline Retesse

Centre d'action sociale Paris: 189 euros pour tous!

Les agents du Centre d'action sociale de la Ville de Paris (CASVP) ont fait grève jeudi 22 septembre, journée syndicale nationale de la santé, ainsi que le lendemain vendredi 23.

Ils se sont retrouvés environ 250 lors du rassemblement devant l'Hôtel de ville de Paris le jeudi, dans une ambiance conviviale et déterminée.

Ils revendiquent que la prime Ségur de la santé de 189 euros net mensuels soit attribuée à tous. Les travailleurs sociaux l'avaient déjà reçue et les secrétaires médico-sociales viennent de l'obtenir.

Plusieurs milliers d'employés travaillent dans le cadre du CASVP car une multitude d'aides facultatives viennent en complément des aides légales. Cela concerne la famille, le handicap, le logement, les personnes âgées, les transports, les dépenses énergétiques, la restauration, les loisirs, les aides exceptionnelles. Avec les conséquences sociales de l'épidémie de Covid, les demandes d'aide ont augmenté. En réponse, la direction accélère depuis le printemps la mutualisation des services et la polyvalence des agents, en supprimant au passage des postes dans certains services. Sans formation digne de ce nom, et alors que près

de 900 postes sont non-pourvus, cette restructuration déstabilise, inquiète et fait monter la colère des agents. D'autant plus que les salaires sont déjà ressentis comme insuffisants.

Vendredi 23 septembre, lors de l'assemblée générale à la Bourse du travail, la salle de 68 places assises n'a pas suffi à accueillir tout le monde. Avec enthousiasme, de nombreux intervenants ont fait le point de la mobilisation, surtout dans les arrondissements les plus populaires de Paris (11^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e) ainsi que dans les restaurants sociaux. Il a bien été dit qu'il s'agissait d'un bras de fer et qu'il fallait envisager de continuer la grève. Une des intervenantes a même exprimé le fait qu'elle et ses collègues étaient « *chaud patate* » pour continuer la lutte. À l'issue de cette assemblée, par un vote à main levée, la grève a été décidée à partir du jeudi 29 septembre.

Ces deux journées ont permis aux agents des différents établissements d'échanger entre eux et de mesurer leurs forces.

Correspondant LO



Les travailleurs de la base logistique Carrefour de Crépy-en-Valois en grève 20 septembre 2022.

Saint-Girons : mobilisation pour défendre l'hôpital

Le 22 septembre, journée de mobilisation de la santé appelée par la CGT, 300 personnes, usagers et personnel réunis, ont manifesté à Saint-Girons, en Ariège, pour défendre leur hôpital.

En effet, l'avenir de celui-ci est sombre. Depuis fin juin, un administrateur provisoire a été nommé par l'ARS et dirige seul l'hôpital sans que ni les instances ni les élus ne soient

réunis, comme un « Terminator » venu là pour tout casser. Il n'y a pas d'annonce officielle mais ce qui se dessine est la transformation de l'établissement en « hôpital de proximité »,

c'est-à-dire sans chirurgie ni maternité, qui n'aurait rien d'un vrai hôpital. Les Urgences se réduisent à de la bobologie, avec une gare de triage vers les hôpitaux de Foix, Saint-Gaudens ou Toulouse, c'est-à-dire à une heure de trajet au minimum. Déjà, cet été, elles ont été fermées plusieurs jours. Les radios faites à Saint-Girons ont été interprétées en télé-médecine par des radiologues éloignés, faute d'en avoir sur place.

Voilà pourquoi la population et le personnel refusent la mort annoncée de l'hôpital. Il n'est pas question d'accoucher, voire de risquer de mourir dans le véhicule des pompiers ou du Samu ! Et tout cela pour que l'argent qui devrait aller dans les services utiles à la population aille dans les poches d'actionnaires largement arrosés par le gouvernement à leurs ordres.

Ce premier acte ne sera certes pas suffisant : c'est le début d'un combat qui sera long, mais auquel bien des participants sont prêts.

Correspondant LO

CHU de Nantes : soignants sacrifiés, patients maltraités

Les conditions de vie et de travail des salariés du CHU de Nantes se dégradent depuis des années. Les syndicats du personnel, et en particulier la CGT qui a fait un courrier de signalement au procureur, alertent sur la situation.

Les arrêts de travail ont été multipliés par deux en dix ans, pour atteindre plus d'un mois de travail par agent, hors médecins. Face à la surcharge de travail, les soignants craquent : les départs ont augmenté en un an de 40% et les démissions de 30% mais l'établissement, au lieu d'embaucher en CDI et de former le personnel, a fait le choix de multiplier les recours aux heures supplémentaires (en hausse de 36%) et à l'emploi précaire qui a bondi de 61% en 2021.

Cette situation est lourde de conséquences pour les patients, avec une attente de 9 heures 30 l'hiver dernier aux Urgences en traumatologie et de 11 heures en médecine, soit deux heures de plus qu'en 2019. Sans parler de la situation ressentie comme pire cet été, avec,

notamment, la fermeture des Urgences à Ancenis et des délais quotidiennement de plus de deux heures pour avoir un médecin généraliste en ligne, après avoir appelé le 15.

À tout cela s'ajoutent les déprogrammations d'interventions : ainsi, le délai pour bénéficier d'une chirurgie cardiaque pédiatrique est passé de trois à six, voire huit mois d'attente. Par ailleurs, faute de lits, le nombre d'adolescents hospitalisés en unité de psychiatrie adulte a explosé : ils étaient 108 au premier semestre.

Dénonçant les conséquences de la crise hospitalière, les travailleurs s'organisent pour se faire entendre. L'argent doit aller à la santé, pas aux financiers !

Correspondant LO



Ehpad Les Perwenches Caen : la grève a payé

Une très grande majorité du personnel soignant de l'Ehpad Les Perwenches à Biéville-Beuville, dans le Calvados, ont fait grève et ont gagné.

Ce n'était pas leur premier essai : déjà l'an dernier, en mai, une journée de débrayage avait eu lieu pour exiger de meilleures conditions de travail.

Cette fois-ci, les salaires étaient la cause du mécontentement. Les salariés réclamaient 150 euros d'augmentation mensuelle, la transformation des primes d'assiduité en 13^e mois, la revalorisation des primes de nuit et de week-end. La grève a été reconduite chaque jour.

Le propriétaire de l'établissement, qui en possède quatre autres dans la région, ne semble pas manquer de moyens. Non seulement il est resté sourd

aux revendications, mais il a tenté de réquisitionner le personnel en grève via l'agence régionale de santé et la préfecture. Le 21 septembre, des gendarmes se sont présentés au domicile de plusieurs grévistes qui, heureusement, se trouvaient absentes à ce moment-là.

Cela a beaucoup fait discuter sur le piquet de grève sans entamer la détermination des grévistes.

Et leur lutte a payé puisqu'ils ont déjà obtenu plus de 120 euros d'augmentation pour les salariées de nuit, diverses primes et le paiement des jours de grève.

Correspondant LO

CEA - Saclay : le compte n'y est pas !

Au CEA (Commissariat à l'énergie atomique), organisme de recherche public qui regroupe 20 000 salariés sur une dizaine de sites en France, dont 5 000 sur le site de Saclay dans l'Essonne, le point d'indice, qui sert de référence pour les salaires, est bloqué depuis plus de 12 ans.

Les salaires débutent au smic pour les salariés de la Formation locale à la sécurité qui assurent la sécurité des sites, et à moins de 1 500 euros pour les techniciens. Depuis novembre 2021, les salariés se mobilisent régulièrement pour réclamer 60 points pour rattraper ce blocage, soit l'équivalent de 330 euros par mois pour tous, ainsi que l'indexation du point sur l'inflation et une amélioration de l'évolution de carrière pour les non-cadres.

Après des mois de fin de non-recevoir, la direction a annoncé cet été qu'elle avait obtenu auprès des ministères une rallonge de 38 millions

d'euros, correspondant à environ 160 euros par personne et par mois. La mobilisation des salariés a donc commencé à payer. Cependant, cette somme est encore loin du compte, et ne couvre même pas l'inflation de ces derniers mois. Sur le centre de Saclay, de nombreux salariés l'ont exprimé à la rentrée, lors d'assemblées générales, de rassemblements, d'interruptions de séances de négociations, ou encore dans les discussions quotidiennes.

Désormais, la direction propose une augmentation de 170 euros brut par mois pour les non cadres et 155 euros par mois pour les cadres, sous forme

d'une prime qu'elle qualifie de pérenne, et qui sera soumise à cotisations. Elle refuse la demande générale de l'intégrer à la paye en augmentant le nombre de points dont bénéficie chaque salarié, ce qui la rendrait pourtant plus pérenne à leurs yeux.

Espérant sans doute mettre fin à des mois de mobilisation, la direction souhaite associer les syndicats à sa décision, pourtant unilatérale. Elle exige en effet que sa proposition soit signée par la majorité des syndicats, sans quoi elle ne verserait rien. C'est un chantage qui suscite l'indignation.

Le sentiment général est que, dans tous les cas, la mobilisation doit continuer pour les revendications, d'autant plus que l'hiver à venir annonce des dépenses en hausse pour tout le monde.

Correspondant LO

Sanofi – Aramon : “Pas touche à nos revenus !”

Les travailleurs de Sanofi du centre d'Aramon, dans le Gard, étaient en grève mardi 20 septembre. Ce site de près de 900 salariés est spécialisé en production chimique et biotechnologie pour les usines pharmaceutiques de Sanofi.

Les raisons de cette grève, ce sont des négociations qui se tiennent au niveau national sur un « accord de méthode » suite à un projet de fusions juridiques des sociétés du groupe Sanofi.

C'est en effet une belle occasion pour la direction de tirer les statuts de tous les salariés des différentes sociétés vers le bas et de toucher encore plus de crédits impôts recherche. La direction a bien dit qu'elle

souhaitait un groupe attractif pour fidéliser les salariés, « mais nous devons aussi être attractif pour les actionnaires », s'est-elle empressée d'ajouter.

Dénoncé par plusieurs syndicats au niveau du groupe, cet accord de méthode, sous prétexte d'harmonisation, consiste donc en un catalogue de remises en cause dans les différentes sociétés, des accords sur le temps de travail, les congés,

les salaires. Cela peut concerner pour certains le temps partiel familial, qui permet de ne toucher que 90 % du salaire en contrepartie de la possibilité de prendre toutes les vacances scolaires ; pour d'autres, les congés supplémentaires des postés, qui bénéficient jusqu'à trois semaines supplémentaires de congés payés selon l'âge et l'ancienneté, ou le versement de primes d'astreintes ou encore le maintien de primes de poste en cas de maladie.

Pour s'y opposer, le syndicat CGT, soutenu par l'union locale CGT de Beaucaire, avait appelé à la grève du 20 septembre. Les



salariés revendiquent que le meilleur s'applique pour tous ! Les travailleurs du site d'Aramon demandaient la garantie du maintien de leurs statuts et disaient « Pas touche à nos revenus, nos conditions de travail et de vie, pas touche à nos

emplois ! »

Ils réclament aussi l'embauche des contrats précaires et devaient être en grève le 29 septembre pour revendiquer des augmentations de salaire de Sanofi, qui est riche à milliards.

Correspondant LO

ExxonMobil – Port-Jérôme : raffinerie en grève

Le principal site du groupe pétrolier américain ExxonMobil en France, à Port-Jérôme, près du Havre, est à l'arrêt, ce qui est inédit pour cette plateforme. La grève a démarré le 20 septembre.

Dans la raffinerie de Gravenchon, qui emploie 1 900 salariés – 4 000 à 5 000 en incluant la sous-traitance –, les travailleurs ont pris comme une provocation la proposition de la direction d'augmenter les salaires de 4 %, moins que l'inflation, et d'accorder une prime de 3 000 euros, soit la moitié du

plafond évoqué par Macron pour cette prime. Cela alors qu'ExxonMobil a annoncé avoir réalisé au cours du premier semestre 23 milliards de dollars de bénéfices, soit autant que sur toute l'année 2021.

Plusieurs équipes se sont mises en grève, et les taux de grévistes varient

de 50 % à 90 %. Si la raffinerie a été progressivement menée à l'arrêt en raison de son statut Seveso, avec des travailleurs réquisitionnés, ceux-ci savent que c'est une première et ils sont bien présents pour décider de leur mouvement. Les équipes se relaient et votent sur la poursuite de la grève. Ainsi, samedi 24, 80 grévistes d'une seule équipe ont reconduit l'action.

À Gravenchon, une

mobilisation aussi large n'avait pas eu lieu depuis longtemps. Les discussions portent sur la situation générale, les profits et la spéculation des groupes pétroliers, et leur racket de la population. Une perspective serait que les salariés de l'autre raffinerie du département, celle de TotalEnergie, près du Havre, soient en grève les 27, 28 et 29 septembre. Il est aussi question de la mobilisation des travailleurs de la

raffinerie d'Exxon à Fawley, en Grande-Bretagne.

Surtout, les grévistes ont appris à agir ensemble. Vendredi 23 septembre, environ 70 d'entre eux ont pris à partie des directeurs du site, et ont constaté que ceux-ci ne voulaient rien entendre et leur mentaient. Cela alimente la colère et renforce la mobilisation. Lundi 26, 350 salariés ont voté la poursuite du mouvement.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal septembre 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

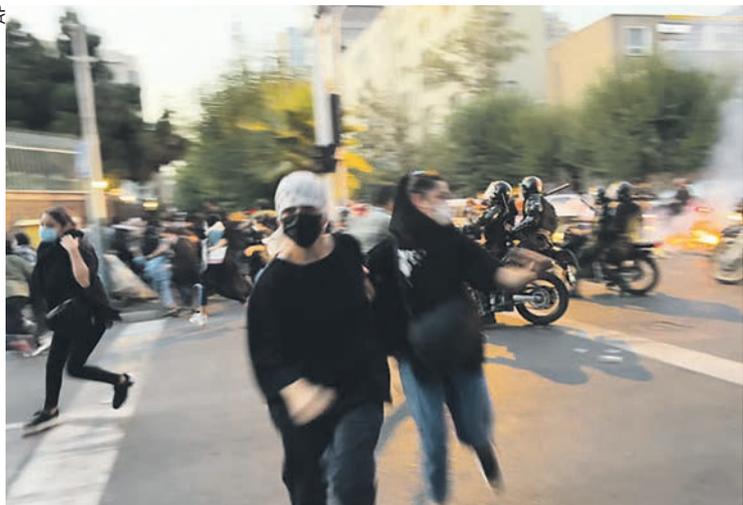
Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Iran : la révolte de la jeunesse

À la suite du décès de la jeune Mahsa Amini, tuée le 14 septembre sous les coups de la police des mœurs de Téhéran parce qu'elle portait mal son voile, la contestation a pris de l'ampleur en Iran.



Manifestantes à Téhéran, le 19 septembre.

Confronté dans plus de cent villes à des manifestations de jeunes, femmes et hommes réunis, le pouvoir a amplifié la répression. Selon l'association Iran Human Rights, 76 manifestants ont été tués en dix jours, et des milliers d'autres jetés en prison, où la torture est systématique. Les blessés refusent d'aller se soigner dans les hôpitaux, où ils sont traqués. Mais les appels à « ne montrer aucune pitié » et à « ne pas épargner les criminels », lancés par les proches de l'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême de la République islamique d'Iran, n'ont pas arrêté la jeunesse. Ainsi, des manifestants s'affirment

prêts à mourir pour leurs idées : « je me bas, je meurs, je récupère l'Iran ».

Aux images montrant des femmes brûlant leur voile dans la rue et se coupant les cheveux en signe de protestation, ont succédé des slogans contestant le régime : « Mort au dictateur », « Khamenei, tu es un meurtrier, nous t'enterrerons » ou encore « À bas l'opresseur, qu'il soit shah ou Guide (suprême) ». Ces slogans font craindre au régime que la révolte de la jeunesse, partie de milieux petits-bourgeois mais qui semble trouver une large sympathie dans le pays, puisse déclencher la révolte de dizaines de millions de travailleurs.

La crainte d'une révolte des classes populaires

Il y a trois ans, en novembre 2019, les classes populaires s'étaient mobilisées contre l'augmentation du prix du carburant et des produits de première nécessité. Les manifestants s'en étaient déjà pris aux dignitaires du régime, à leurs privilèges, dénonçant leur corruption et leurs coûteuses interventions militaires au Moyen-Orient. Pour mater cette révolte, comme lors des précédentes, le pouvoir iranien avait frappé très fort. Des fusillades ayant fait plus de 300 morts, des milliers de disparitions et des condamnations à des années de prison lui avaient permis de refermer, pour un temps, la chape de plomb. Le régime des ayatollahs est une dictature féroce mais il conserve une base sociale acquise au cours de la révolution de 1979 contre la monarchie pro-américaine du shah,

dont il avait pris la tête.

Cette assise est certes minée par les effets de la crise économique, ceux de l'embargo américain mis en œuvre sous Trump en 2018, par la corruption des dignitaires du régime et les multiples pénuries qui frappent la population. L'inflation officielle dépasse les 50 % et le prix de multiples produits quotidiens a doublé en un an. En dix ans, le niveau de vie moyen a été réduit de 25 %. Si les plus pauvres ont trinqué en premier, d'autres catégories sociales ne s'en sortent plus. Ainsi, un enseignant du primaire gagne l'équivalent de 250 euros par mois quand le moindre logement à Téhéran en coûte 125.

Le rôle et le poids des travailleurs

Cet appauvrissement avait poussé des milliers d'enseignants, organisés en dehors des syndicats officiels dans un Conseil de coordination des

enseignants, à faire grève pendant plusieurs mois, fin 2021 et début 2022. Comme toujours, le régime a brisé le mouvement en arrêtant lors des manifestations du 1^{er} mai plusieurs militants en vue, dont certains ont été libérés après une grève de la faim. D'autres travailleurs, dans le secteur pétrolier ou dans l'industrie sucrière, ont mené des luttes ces dernières années pour obtenir des augmentations, le paiement des arriérés de salaires ou leur embauche. La répression et la nécessité de s'organiser en dehors des organisations officielles que le régime a mis en place dans les entreprises transformèrent très vite ces grèves économiques en combat politique.

Pour que la révolte courageuse de la jeunesse iranienne réussisse à faire tomber le régime des ayatollahs, elle devra déboucher sur celle de toutes les classes populaires. Quarante-trois ans après la chute du Shah, une nouvelle révolution est nécessaire, et telle que la république islamiste ne soit pas remplacée par une nouvelle dictature, plus ou moins favorable à l'impérialisme. Ce sont les travailleurs qui auront à en prendre consciemment la tête, avec leur propres organisations et leurs propres objectifs.

Xavier Lachau

exposé n°119 du Cercle Léon Trotsky

L'Iran, après plus de trente ans de régime islamique

(avril 2010)

disponible auprès de nos camarades - 2 euros (ou envoi contre trois timbres rouges)



Marches pour le climat : il faut changer cette société

Vendredi 23 septembre, dans de nombreux pays, des dizaines de milliers de jeunes ont manifesté leur inquiétude quant au changement climatique et leur révolte devant la passivité évidente des gouvernements.

Ce mouvement, initié par la militante écologiste suédoise Greta Thunberg en 2018, interrompu pour cause d'épidémie, reprend donc avec plus de justification encore après un été caniculaire et la multiplication des catastrophes climatiques aux quatre coins du monde. On ne peut que partager la colère des manifestants et leur condamnation des pouvoirs en place, soumis aux intérêts des grandes compagnies pétrolières, des banques internationales et, de façon générale, aux milliardaires

rentiers de l'économie capitaliste. Oui, il faut changer ce monde avant qu'il ne devienne invivable !

Parmi les manifestants et tous ceux qui sont réellement préoccupés de l'avenir de cette planète et de ses habitants, bien des idées circulent. Cela va de la sobriété volontaire à la décroissance, de l'espoir de convaincre les gouvernements à celui de les remplacer, de l'invention de telle ou telle loi capable d'encadrer les pollueurs jusqu'à l'exigence de leur expropriation, etc. Quoi qu'on pense de chacune, toutes

reposent sur l'évidence que la question est mondiale et concerne l'humanité dans son ensemble. Cela seul met ces jeunes manifestants à des années-lumière des gouvernements du monde entier, enfermés dans leurs frontières et leurs étroits intérêts particuliers, ou plutôt les étroits intérêts de leur classe possédante nationale.

Il est probable et souhaitable, si ce n'est déjà fait, que les jeunes manifestants voient le lien entre les incendies de cet été, la guerre en Ukraine, les famines et les guerres d'Asie et d'Afrique, les profits monstrueux des multinationales, le massacre des sociétés humaines dites primitives avant celui des espèces sauvages, l'exploitation massive,



À Bordeaux, le 23 septembre.

féroce, permanente du travail humain au bénéfice de quelques-uns, les catastrophes sociales et militaires qui ravagent périodiquement la planète. Mais comment en finir avec tout cela ?

Il n'y a pas que le climat et son évolution qui doivent être examinés avec un œil critique et une méthode

scientifique. Les jeunes révoltés par la dérive climatique devront porter la même attention à l'évolution des sociétés humaines, à son mécanisme et à celui des révolutions sociales. Pour changer ce monde, ils devront retrouver les idées révolutionnaires communistes.

Charles Legoda